

L'Humanité Rouge

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 372

jeudi 20 novembre 1975

QUAND LEROY CORRIGE MARCHAIS

Pendant le week-end Georges Marchais échauffé par l'«importance» du document signé entre le PCF et le PC italien a déclaré : «Le "Compromis historique" en Italie c'est l'«Union du peuple de France» en France».

Lundi matin Roland Leroy, le numéro deux du PCF et demie du PCF parle devant la presse parlementaire et déclare : «Il n'est pas question de stratégie ou de politique commune, cela pour des questions de principes, mais aussi parce que les situations nationales sont différentes.»

Voilà qui devrait permettre de réfléchir sur la crise politique qui anime le PCF et sur la valeur du document préparatoire au XXI^e Congrès approuvé la semaine dernière par le Comité central du PCF.

Mais il est bon de se rappeler quelques faits. Lorsqu'il signe le Programme commun de gouvernement, Georges Marchais espère bien conquérir la majorité électorale en se servant du Parti socialiste pour augmenter son score électoral. Malheureusement pour lui le seul résultat qu'il obtient c'est de faire du Parti socialiste, moribond après le printemps 68, le premier parti de la bourgeoisie tandis que les propres voix du PCF stagnent quand elles ne diminuent pas : c'est ce qu'ont montré toutes les consultations électorales depuis 1973.

Marchais accepte cela, l'important étant d'arriver à tout prix au gouvernement. Mieux, la leçon qu'il tire de l'échec de Mitterrand aux présidentielles c'est qu'il faut aller plus loin dans l'union avec des partis bourgeois : c'est le mot d'ordre d'«Union du peuple de France» qui vise à étendre l'Union de la gauche à des purs représentants du capital monopoliste.

Mais, coup de théâtre, le XXI^e Congrès extraordinaire convoqué pour adopter le mot d'ordre, l'«oublié» et engage au contraire une violente polémique avec le Parti socialiste qui aboutit aujourd'hui à... l'échec une fois de plus, comme l'ont montré les législatives de Châtelleraut et le refus des maires socialistes de partager le gâteau municipal.

La «qualité de l'union», c'est comme ça qu'ils appellent l'objectif de la polémique avec le PS, n'a pas été plus payante que l'«extension de l'union». D'où le document de compromis mi-chèvre mi-chou adopté par le Comité central du PCF pour préparer le XXI^e Congrès. Compromis où il y a un peu plus de chèvre que de chou puisque le PCF se remet à parler de l'«Union du peuple de France» mais comme viennent de le montrer les déclarations contradictoires de Marchais et de Leroy, rien n'est réglé.

(Suite page 8)

DANS UN MESSAGE AU PRESIDENT DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

MAO Tse toung SOUTIENT LES EFFORTS POUR L'UNITE DE L'ANGOLA

Le message dénonce la responsabilité des superpuissances, en particulier de l'URSS, dans la guerre civile.

(Article page 8)



Le 24e congrès de la Fédération CFDT d'EDF-GDF PREMIERS ENSEIGNEMENTS (de notre correspondant spécial)

La première journée du 24ème congrès de la fédération EDF-GDF a été consacrée à la présentation du rapport général soumis à la discussion des militants et adhérents et au début de la discussion de ce rapport.

Le secrétaire général adjoint de la fédération présentant le rapport a tracé un bilan qu'il estime très positif de l'activité de la fédération de l'EDF sans pour autant lever certaines ambiguïtés(1).

Une quarantaine d'interventions des délégués des syndicats se succédèrent ensuite pour débattre à la fois du rapport d'activité et des propositions pour les trois années à venir quant aux objectifs à mettre en avant et à la pratique syndicale. Sans aborder le contenu de chacune des interventions deux enseignements peuvent déjà être tirés.

— Le courant anti-révisionniste se développe dans la CFDT : plus d'un tiers des intervenants ont abordé les difficultés rencontrées avec les dirigeants révisionnistes de la CGT que ce soit au sujet des objectifs (défense de la hiérarchie capitaliste, refus de mettre en cause les rapports sociaux), au sujet des formes d'action (grévettes de 4 ou 24 heures sans lendemain), ou à propos de la pratique syndicale de tous les jours (bureaucratie : témoin les activités «sociales» de la CCAS). Et cela sans que, pour autant, les interventions ne couvrent une analyse complète et cohérente de la nature réelle de la politique des dirigeants révisionnistes. Ces interventions marquent un refus précis de perpétuer la pratique de suivisme qui reste encore souvent celle de la CFDT, vis-à-vis de la CGT, et la volonté de développer les objectifs autonomes de la CFDT.

— Une combativité réelle :

La plupart des intervenants ont montré une importante combativité que les grèves de 24 heures sans lendemain ne permettent pas d'exprimer, bien au contraire. De nombreuses contributions ont été faites pour préciser les objectifs et dégager les perspectives réelles d'action. Ainsi la grève de 24 heures du 6 novembre dernier qui devait conduire au développement de l'action et qui ne débouche, sur pression des dirigeants de la CGT, que sur une nouvelle grève de 24 heures le 27 novembre a fait l'objet de nombreuses critiques.

Quelques intervenants, enfin, ont abordé le mot d'ordre révisionniste de «*défense et consolidation des nationalisations*» montrant bien que la combativité des travailleurs ne concerne pas la forme de la propriété de l'entreprise capitaliste mais la lutte contre l'aggravation des conditions de travail et de vie pour la satisfaction des réelles revendications.

Mercredi le congrès doit élaborer la résolution générale et donc avancer alors dans le débat sur chacun de ces points.

(1) Ces ambiguïtés ont été abordées dans nos précédents articles (H.R. No 370 et 371).

GREVE AVEC OCCUPATION AUX USINES BERGEAUD A MACON

600 ouvriers des usines Bergeaud à Macon (Saône-et-Loire) (fabrique de concasseurs), ont cessé le travail mardi matin et occupent l'usine, afin d'obtenir une augmentation des salaires.

5 000 travailleurs des banques dans la rue ; UNE JOURNÉE NATIONALE D'ACTION PARACHUTÉE !

Environ trois mille travailleurs des banques ont manifesté ce mardi 18 novembre de République à l'Association Professionnelle des Banques (APB), organisation patronale rue Lafayette. Cette manifestation, organisée dans le cadre d'une journée nationale d'action par les fédérations CGT et CFDT rassemblait en plus des employés des banques parisiennes, diverses délégations de la province. Si l'on se souvient des luttes importantes de 1974 peu de travailleurs se trouvaient présents cette fois-ci.

Pourtant les employés ont des raisons sérieuses de revendiquer, comme ils l'ont fait, 1 700 F à l'embauche, 200 F pour tous, la semaine à 35 heures.

Mais rien d'étonnant à ce qu'il y ait eu peu de monde : aucun mot d'ordre de grève n'a été lancé dans les différentes banques pendant cette journée d'action, de plus à la fin de la manifestation aucun appel à la continuation de l'action ne fut lancé.

Le secrétaire général de la fédération CGT dit en conclusion de son discours : «Soyez prêts à suivre les fédérations, réalisez l'unité entre tous les syndicats comme nous, fédérations, nous nous efforçons de le faire». Bel exemple de démocratie que nous a donné là ce «pont» CGT en substituant les fédérations à la lutte unie des travailleurs !

Rien d'étonnant non plus si, devant les tentatives de récupération, des employés renouant avec les traditions de lutte de 1972 ont scandé : «Occupons l'APB» !

«On ne peut pas dire que ce soit un succès, une manifestation pour une manifestation ça ne sert à rien» dirent quelques jeunes employés venus de Marseille.

D'autres faisaient remarquer que ces journées nationales d'action parachutées et sans lendemain ne visent en fait qu'à démobiliser les travailleurs.

Assurances du Groupe de Paris : DES CONTRADICTIONS DE PLUS EN PLUS VIVES ENTRE LA FÉDÉRATION CGT ET L'ENSEMBLE DES GRÉVISTES

Déjà, à l'issue de la manifestation de lundi midi que les faux communistes dirigeant la fédération CGT des assurances devaient ouvertement menacer de stopper si les travailleurs n'acceptaient pas de se laisser récupérer, la révolte était grande chez les travailleurs des Assurances du groupe de Paris (AGP).

Mais bientôt cette colère qui s'emparait de la plupart des employés de la compagnie d'assurance, y compris d'un bon nombre d'adhérents de base de la section CGT, devait prendre une ampleur bien plus grande : les grévistes venaient d'apprendre que tout l'argent collecté par la CGT au cours de la manifestation avait été emmené à la fédération CGT ! Mardi midi, les grévistes n'avaient toujours pas de nouvelles de cet argent !

Les employés pensent qu'ils en reverront la couleur, mais quand ? Après 6 semaines de grève, ils en ont un besoin urgent. Combien de temps les chefs cégétistes vont-ils garder en otage le produit — apparemment important — de cette collecte ? En outre chacun connaît la tactique que les dirigeants de la CGT mettent en œuvre pour diviser les grévistes : en versant le produit des collectes aux seuls syndiqués CGT. Cela risque fort d'être appliqué à nouveau aux AGP !

L'indignation et la révolte des grévistes sont grandes, les adhérents à la CGT eux-mêmes exigent que l'argent soit réparti également entre tous.

Depuis que la lutte des employés des AGP s'est durcie, les faux communistes de la fédération CGT n'ont pas arrêté de lancer des assauts contre elle. Les grévistes ont rapidement pris conscience qu'il en serait ainsi tant qu'ils ne se plieraient pas docilement aux volontés de la direction fédérale CGT. Et c'est bien pour empêcher cette dernière de saborder leur lutte qu'ils ont créé un comité de grève dès que sont apparues les premières attaques de la fédération CGT contre la section CGT de l'entreprise.

Malgré cette attitude de la fédération CGT, le combat continue aux AGP. Tous les jours, des travailleurs de différents services débrayent pour soutenir les grévistes. La popularisation de leur lutte se fait de plus en plus importante en direction des autres compagnies d'assurances mais également en direction des banques, etc., puisque mardi matin une délégation d'employés a participé à la manifestation des banques tandis que les autres grévistes poursuivaient l'occupation du hall d'entrée des AGP.

OCCUPATION D'UNE USINE A VALRÉAS (VAUCLUSE)

Les ouvriers de l'usine de mobilier métallique «Tiro-class» de Valréas (Vaucluse) qui sont en grève se sont barricadés ce matin dans les ateliers.

Les portes ont été bloquées avec des chariots et des machines, ou en les soudant. Le reste du personnel de l'usine (qui emploie au total 400 ouvriers et employés) est resté dehors.

L'occupation fait suite à un conflit qui a éclaté il y a dix jours pour une revendication de salaire et qui s'est durci progressivement. Des arrêts de travail d'une heure sur quatre, puis de sept heures sur huit ont été observés par une partie de l'atelier.

LENS : les ouvriers de la CIP préparent un «tour de France» de l'emploi

Les ouvrières de la CIP (confection industrielle du Pas-de-Calais) (700 salariées) qui occupent leur usine depuis le 18 juillet, ont décidé «un tour de France de l'emploi» du 23 novembre au 5 décembre. Au cours de leur voyage qui les conduira d'Epinal à Bolbec, les ouvrières ont déclaré qu'elles ont l'intention de rencontrer les travailleurs qui comme elles ont lutté contre les licenciements, informer le plus grand nombre d'entre eux de leur situation et de leur lutte, et les appeler à la solidarité.

Avec Soretex, Blaieau, Rhône-Poulenc...

LE RENFORCEMENT DE LA RÉPRESSION ANTI-OUVRIÈRE :

UNE PREUVE DE FAIBLESSE DE LA BOURGEOISIE

Devant la montée des luttes de la classe ouvrière, les contradictions entre classes deviennent de plus en plus aiguës : Poniatsowski envoie ses forces de police pour matraquer les ouvriers en grève, les manifestants (cf. Air France), expulser les travailleurs occupant leurs lieux de travail (Assurances du groupe de Paris) ; alors que la violence se déchaîne du côté de la bourgeoisie, toute action légitime des travailleurs en lutte est sévèrement condamnée et réprimée : François Ceyrac le « patron des patrons » déclare notamment : « Nous ne pouvons accepter que s'instaure un climat de violence entre les individus quels qu'ils soient et quelles que soient leurs fonctions... Nous ne pouvons accepter non plus que les entreprises soient le cadre d'une action ou d'une agitation politique. »

Au nom de la « neutralité » et de « l'appel au calme » les libertés syndicales sont bafouées.

Mais les capitalistes cherchent à franchir une étape de plus dans la répression en condamnant comme de vulgaires gangsters des militants syndicaux ayant participé à des luttes. A la suite de récents conflits en France, plus d'une cinquantaine de militants syndicaux CFDT sont licenciés de leur entreprise avec l'accord de l'inspection du Travail et le soutien actif du ministère du Travail.

A Rhône-Poulenc Vitry la direction porte plainte en justice contre des travailleurs ayant simplement « retenu » le chef du personnel pour faire réintégrer deux de leurs camarades licenciés arbitrairement.

A Angers, six militants syndicaux CGT - CFDT sont condamnés par le tribunal de grande instance à des peines de un à trois mois de prison avec sursis

pour avoir « séquestré » le directeur de leur entreprise et certains cadres au cours d'une grève. Le 20 novembre à Poitiers va s'ouvrir le procès de 4 délégués CGT - CFDT poursuivis en vertu de la loi fascisante anticasseurs pour « séquestration, violence, voies de fait et entrave au libre exercice du droit syndical » !

Notons en passant que cette loi, votée en 1970, et dont veut se servir la bourgeoisie pour réprimer les travailleurs les plus combattifs, a été applaudie à sa création par ces dirigeants traîtres du PCF qui se disent défenseurs de la classe ouvrière.

Occupations, séquestrations, luttes classe contre classe, cela fait peur à la bourgeoisie ; qu'elle envoie ses flics devient maintenant monnaie courante, qu'elle cherche à faire de nouvelles jurisprudences pour mieux sanctionner les travailleurs combattifs, voilà une étape de plus dans l'escalade de la violence et de la répression, mais ceci ne doit pas nous étonner : c'est dans la logique de la dictature de la bourgeoisie.

« A la violence réactionnaire, il faut opposer la violence populaire ». Ce sont des mots qui deviennent de plus en plus à l'ordre du jour dans les luttes actuelles et c'est le moyen pour la classe ouvrière de neutraliser cette violence et cette répression réactionnaires afin d'obtenir la satisfaction de ses revendications. C'est parce que depuis trois semaines 1 300 travailleurs de Rhône-Poulenc Chalampé sur 1 600 étaient en grève et occupaient leur usine qu'ils ont contraint leur directeur à annuler les mesures de chômage partiel et à accepter qu'il n'y ait aucune sanction contre les grévistes à la reprise du travail.

A ANGERS :

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES SOCIALES FACE AUX TRAVAILLEURS SOCIAUX

Le vendredi 7 novembre, Lenoir, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales est venu à Angers, les travailleurs sociaux en formation de différentes écoles d'éducateurs, d'assistantes sociales, de moniteurs-éducateurs, d'animateurs socio-culturels de l'Ouest principalement et soutenus par des professionnels en ont profité pour manifester leur mécontentement et leur refus de la situation financière scandaleuse qui leur est faite. La plupart d'entre nous en effet n'ont pas les moyens financiers de suivre une formation. Aussi la revendication principale est 1 200 F tout de suite, ceci étant à lier à un statut de travailleur social en formation à court ou moyen terme. Lenoir après avoir envoyé ses flics arracher violemment les banderoles fixées sur les grilles de la préfecture a reçu des délégués de chaque boîte qui se sont entendus dire qu'il comprenait les problèmes mais que vu la « crise économique » il ne saurait faire de promesses qu'il ne pourrait tenir.

De nombreuses difficultés surgissent notamment au niveau de la coordination entre toutes les boîtes mais tout le monde est décidé à dire non à la sélection par l'argent et la lutte continue pour le moment. Notons aussi le magouillage des trotskystes de Rouge vendredi qui n'ont lu la motion commune votée à Rennes, mardi dernier, par la majorité des boîtes de l'Ouest, qu'après qu'une motion faite par eux seuls, au nom de leur boîte, ait été récusée par toutes les boîtes présentes comme antiunitaire.

Il serait intéressant que tous les gens touchés par la lutte fassent parvenir des informations et des articles au journal.

Un militant ml,
travailleur social
en formation

Air France : Faisons le point

Depuis le 2 octobre 1975, les travailleurs d'Air France ont engagé la lutte pour faire aboutir leurs légitimes revendications.

Que demandent-ils ?

La garantie de l'emploi et du pouvoir d'achat et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Pour faire aboutir ces légitimes revendications, les travailleurs d'Air France ont commencé par faire des grèves tournantes de 2 ou 4 heures, puis ont occupé des avions (tous les vols ont été annulés les 19 et 20 octobre jusqu'à 14 h 30), et empêché certains départs en faisant des sit-in sur les pistes.

La direction d'Air France s'est adressée aux flics et aux cadres : avec les forces répressives, elle a fait évacuer les avions et les locaux occupés, et, pour une fois, les cadres sont devenus manutentionnaires !!

Les méthodes fascistes de la direction

Devant l'occupation des locaux, la direction a envoyé les flics pour chasser les grévistes, la direction achète un certain nombre de chefs de la police par des voyages gratuits sur les lignes d'Air France, elle lance avec enthousiasme les forces répressives contre les grévistes, les matraquant (4 blessés transportés à l'hôpital). C'est le propre de tous les régimes capitalistes que de recourir à la violence et de passer outre ses lois pour réprimer les luttes des travailleurs.

Mépris des normes de sécurité et de la vie des navigants et passagers

Les cadres, incapables de remplacer les mécaniciens ne peuvent vérifier les avions comme l'imposent les normes de sécurité du transport aérien. Qu'à cela ne tienne, pour briser la grève à tout prix, la plupart des avions partent en particulier sans subir la visite journalière obligatoire. La société Véritas, chargée de contrôler cela, se fait complice de cette manœuvre dangereuse : elle accorde jusqu'à 72 heures de dérogation à cette visite. Les avions ne sont donc vérifiés que tous les 3 jours !!!

Le plan Clément Marot, de sinistre mémoire, qui avait vu des militaires incompetents se préoccuper de circulation aérienne, avait fait 72 morts. Faudra-t-il là aussi une catastrophe, que l'on imputera à la fatalité, pour que la direction respecte les normes de sécurité ? Mais pour les capitalistes, la vie des autres ne compte pas : seul le profit compte.

Il faut voir comment des pneus qui auraient dû être changés fument au décollage et à l'atterrissage : heureusement que jusqu'à présent ils ont toujours résisté. Récemment, un Boeing 707 qui roulait vers la piste d'envol a dû revenir à son parking, son train d'atterrissage présentant des défaillances graves.

Les grévistes seuls ont pris cette affaire à cœur et au cours de manifestations ont lancé le slogan : « Nos avions ne sont pas révisés ! »

L'utilisation de la CGT par la direction

Les dirigeants CGT d'Air France ont participé activement au sabotage de la lutte :

- le 10 octobre ils font évacuer les grévistes qui bloquent l'Airbus dans lequel le PDG Galichon sabbie le champagne pour l'inauguration de la ligne Paris-Nice-Le Caire, en Airbus !!!
- refus d'organiser des collectes et de pratiquer la solidarité vis-à-vis des plus défavorisés.
- réunion des cadres CGT (révisionnistes) en dehors des assemblées générales, puis, à la fin de l'AG, arrivée des traîtres pour imposer des solutions contraires aux intérêts des travailleurs avec l'argument : « Vous nous avez élus, faites-nous confiance. »

Mais chaque fois, les travailleurs de plus en plus nombreux prennent conscience de la nécessité d'opposer la violence populaire à la violence de la bourgeoisie, et de refuser de suivre les dirigeants traîtres.

Faisons confiance aux travailleurs d'Air France qui tirant les leçons des grandes luttes de classe de Lip et d'Hollenstein, de la trahison révisionniste, sauront se donner un comité de grève et un comité d'action, indispensables au développement de la lutte.

Soutien total à la juste lutte des travailleurs d'Air France !

Correspondant HR.

LA CRISE POLITIQUE DU PCF

1. HISTOIRE D'UNE TRAHISON

La question des rapports entre le PCF et le PS se trouvera au centre du prochain XXII^e Congrès du PCF. Les dirigeants de ce dernier, tout en continuant à prôner l'«Union de la gauche», jouent les vertus indignées et se plaignent du manque de «loyauté» des socialistes, du renforcement du PS, etc.

A cela il est légitime de leur répondre : Qui, messieurs, a répandu chez les travailleurs l'illusion que le Parti socialiste était un «parti ouvrier», une «force démocratique» ? Qui a permis la renaissance dans notre pays de la social-démocratie ? Qui a donné à ces Guy Mollet et autres Mitterrand le visage d'hommes de «gauche» ? Qui, si ce n'est vous-mêmes ?

Pour imposer leur politique d'«Union de la gauche», de «Programme commun», les dirigeants du PCF se sont employés à tenter d'effacer dans la mémoire des travailleurs le passé de la social-démocratie dans notre pays. Car ce passé accuse aussi les dirigeants du PCF. Vouloir accéder au pouvoir avec ceux dont toute l'histoire est faite des pires crimes, dont tout le passé prouve qu'ils sont des défenseurs du capitalisme n'est-ce pas faire la preuve que l'on est soi-même un défenseur du capitalisme ?

Puisque les dirigeants du PCF veulent cacher le passé des socialistes, quant à nous nous voulons le rappeler.

1936 - 1939 :

«UNE BALLE DANS LA NUQUE POUR LES COMMUNISTES»

Dès 1934, dans la lutte contre le fascisme, le PCF popularise l'idée du Front populaire, l'idée de l'unité des socialistes et des communistes pour le pain, la paix et la liberté. Cette politique était juste comme le souligna le VII^e Congrès de l'Internationale communiste.

En mai 1936, à la suite des élections, un gouvernement des socialistes et des radicaux est constitué sous la direction de Léon Blum. De grandes grèves éclatent quelques jours plus tard qui permettront à la classe ouvrière d'arracher des revendications. Mais peu à peu le gouvernement Blum remit en cause ces acquis. Dès le mois de juillet, le ministre de l'Intérieur socialiste déclarait :

«Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes, étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre fin». En février 1937, Blum annonçait «la pause», c'est-à-dire le blocage des salaires. Les socialistes s'opposèrent au soutien à la République espagnole contre Franco. Le gouvernement du radical Daladier poursuivit cette politique avec le soutien des socialistes. Ils appuyèrent la trahison de Munich face à Hitler. Enfin, en septembre 1939, Daladier interdisait le PCF. Le ministre socialiste de l'Intérieur, Serol, demandait une balle dans la tête pour les communistes.

Ainsi s'achevait le Front populaire. La trahison des socialistes avait été facilitée

par ce qui était alors de graves erreurs opportunistes du PCF dont Thorez devait faire l'autocritique en 1947 en ces termes :

«Le Parti communiste a pour mission d'élever, d'éduquer, d'organiser le mouvement de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

«On peut se demander, à ce propos, si nous avons su tirer la leçon de toutes nos expériences passées, afin d'en instruire le parti et la classe ouvrière, et d'éduquer sérieusement nos cadres. Avions-nous, par exemple, éclairé suffisamment le parti et les masses sur les défauts du Front populaire et sur les causes de son effondrement final, afin d'éviter aux travailleurs le retour de pareilles déconvenues ? Le défaut capital du Front populaire, dont nous avons eu l'heureuse initiative et qui a eu des côtés très positifs, c'est qu'il était devenu une simple entente de sommet. Nous avons préconisé l'élection démocratique de comités dans les usines et les localités. Nous avons préconisé la tenue d'un congrès national, composé de délégués élus dans les assemblées populaires de base. Le congrès aurait lui-même élu un comité national chargé de veiller à l'application du programme du Front populaire. Des comités de Front populaire ont bien été élus en de nombreuses usines et localités, mais nous ne sommes pas parvenus à vaincre l'opposition irréductible des socialistes et de nos autres partenaires à ces comités élus et à la convocation d'un congrès souverain. Les socialistes, les radicaux ont vidé peu à peu le Front populaire de son contenu de lutte pour le pain, la liberté et la paix.

«En raison de la formule exclusive d'entente par le sommet, nous avons admis dans le Front populaire la présence d'individus qui ne songeaient qu'à trahir le mouvement à la première occasion, tels Daladier et Paul Faure. Voilà pourquoi le Front populaire a été impuissant contre la "non-intervention" et contre la "pause" dont Léon Blum et le Parti socialiste prirent l'initiative. Voilà pourquoi le Front populaire a été impuissant contre la trahison de Munich perpétrée par Daladier, avec l'approbation des dirigeants socialistes. Voilà pourquoi le Front populaire s'est peu à peu désagrégé pour s'effondrer complètement à l'approche de la guerre.»

On peut douter de la sincérité de cette autocritique quand on sait maintenant que lors du Front populaire, Thorez était déjà partisan de la participation à ce gouvernement bourgeois, avec les socialistes et les radicaux. Le point de vue de Thorez demeura alors minoritaire. Aujourd'hui, les dirigeants révisionnistes du PCF estiment que c'est Thorez qui avait alors raison...

LEURS CRS ASSASSINENT DES OUVRIERS

Dès le début de l'occupation nazie, la majorité des dirigeants socialistes s'était rangée aux côtés de Pétain en lui votant les pleins pouvoirs. Rien d'étonnant à ce

que l'influence de la SFIO ait fondu durant la Résistance.

En mai 1947, sur l'ordre des impérialistes américains, le socialiste Ramadier expulsait tous les ministres communistes du gouvernement. C'était là le «remerciement» pour l'opportunisme dont avait fait preuve le PCF durant deux années en exhortant la classe ouvrière à retrousser ses manches... pour la reconstruction du capitalisme.

Les gouvernements socialistes se livreront ensuite à une répression sauvage contre la classe ouvrière, dans laquelle se distinguera en particulier le ministre de l'Intérieur Jules Moch. En décembre 1947, à Valence, trois ouvriers étaient assassinés par les CRS, tandis qu'à Marseille un autre ouvrier était tué.

En 1948, des mineurs étaient assassinés par les CRS. Des chiens sont utilisés contre les grévistes.

Et pendant ce temps le gouvernement socialiste livrait l'économie française à l'impérialisme US. Les socialistes réprimaient la classe ouvrière et ils faisaient aussi la guerre aux peuples en lutte pour leur indépendance. Contre le peuple vietnamien, contre le peuple algérien, contre le peuple égyptien agressé sur l'ordre de Guy Mollet en coordination avec l'armée sioniste.

ILS FONT LA GUERRE AU PEUPLE ALGÉRIEN

Ce sont les socialistes qui décidèrent l'envoi du contingent en Algérie, ce sont eux qui y généralisèrent l'emploi de la torture. C'est Mitterrand, ministre de la Justice, qui fit exécuter le militant communiste Fernand Yveton qui avait rejoint le FLN en dépit de l'opposition du P«C»A. C'est lui qui proclamait : «La seule négociation, c'est la guerre».

Ces crimes des socialistes furent largement facilités par l'attitude des dirigeants du PCF qui, en janvier 1956, votèrent l'investiture de Guy Mollet et en mars lui accordèrent les pleins pouvoirs, avec lesquels il renforça la répression contre le peuple algérien.

Enfin, en 1958, Guy Mollet faisait partie du premier gouvernement formé par De Gaulle après son putsch et participait à l'élaboration de la Constitution de la V^e République.

Cette politique criminelle des gouvernements socialistes sous la IV^e République avait amené leur plus complet discrédit parmi les travailleurs de notre pays. Il aura fallu les efforts des dirigeants du PCF pour la faire oublier et donner une nouvelle apparence à ces réactionnaires de toujours. Il est clair qu'il s'agit là d'une trahison délibérée des intérêts de la classe ouvrière et du peuple. Il est vrai que depuis longtemps maintenant le PCF est devenu lui-même un parti bourgeois pour lequel l'alliance avec le PS est nécessaire pour parvenir au gouvernement et constitue un gage pour la bourgeoisie.

A suivre
Demain : Il y a un an...
L'UNION TOUS AZIMUTS



PORTUGAL :

Nouvelle offensive pro-soviétique

A nouveau le Portugal a connu un «week-end chaud» et les rumeurs vont bon train. Rappelons brièvement les événements qui viennent de s'y dérouler :

Au milieu de la semaine passée, les ouvriers du bâtiment manifestent pour leurs revendications. Le PCP et ses divers satellites s'emparent de leurs luttes pour en faire une manifestation d'opposition politique au 6^e gouvernement. Assiégé au palais de Sao Bento, sa résidence et le siège des travaux de l'Assemblée constituante, le premier ministre, l'amiral Pinheiro de Azvedo, cède après divers atermoiements. La grille de salaire revendiquée par les grévistes est acceptée mais aussi l'ouverture d'une enquête sur les activités passées du ministre du Travail, proche du PS, devenu, avec le ministre de l'Information, la cible préférée des attaques du PCP.

Dimanche à Lisbonne, le PCP, le FUR et d'autres forces qui se revendiquent de la révolution, sans concevoir que le social-impérialisme russe et ses agents du parti de Cunhal ne rêvent que de l'étrangler, jettent toutes leurs forces dans une manifestation d'opposition au gouvernement faisant courir les bruits les plus insensés, comme l'instauration d'une «commune de Lisbonne» ou la partition du pays entre le Nord «réactionnaire» et le Sud «révolutionnaire».

De leur côté, de nombreux manifestants se regroupaient à Porto pour manifester leur opposition aux entreprises du PCP et scandaient devant les locaux de l'intersyndicale : «L'intersyndicale n'appartient pas à Cunhal».

Dans l'armée la situation est toujours aussi instable. A la base de parachutistes de Tancos, soldats et sous-officiers sont en rébellion permanente, la situation est la même dans plusieurs autres unités, ce qui fait écrire à l'hebdomadaire «A Luta» que «la désagrégation des forces armées fait partie de la stratégie élaborée par le PCP pour prendre le pouvoir». Parallèlement on assiste au renforcement de l'AMI, des forces de police et de

la garde républicaine fidèles au 6^e gouvernement, tandis qu'à l'Etat-Major du MFA, le COPCON, le général Othelo de Carvalho refuse désormais de siéger et appelle à une restructuration du gouvernement au profit de «la gauche», c'est-à-dire essentiellement du PCP. N'est-il pas surprenant en effet de voir le PCP se pencher avec tant de sollicitude sur le sort des justes revendications du peuple portugais et s'en faire un défenseur aussi acharné ? Qu'a-t-il fait, lui, pour satisfaire ces revendications, quand il avait le pouvoir dans les 4^e et 5^e gouvernements ? Rien d'autre qu'une loi antigreve extrêmement réactionnaire, un projet de loi de censure que ne renierait pas Franco, et une loi ordonnant la réquisition des grévistes sous prétexte d'urgence économique. La situation économique du Portugal serait-elle moins urgente aujourd'hui où le PCP multiplie les appels aux grèves et manifestations subversives ? Et rappelons-nous, à l'époque où il tenait les rênes du pouvoir les travailleurs en lutte, les grévistes, les manifestants en lutte pour les augmentations de salaire, l'emploi, le logement, la réduction du prix des engrais et matériels agricoles, n'étaient rien d'autre pour lui que des «fascistes» et «agents de la CIA».

Tout prouve que l'adhésion des agents du social-impérialisme au mouvement populaire de la classe ouvrière et des masses portugaises, est fautive et hypoërite. Celles-ci refuseront de cautionner toute manœuvre qui sert ces «opposants» aujourd'hui «démocrates», mais qui, au pouvoir, ont déjà fait amplement la preuve de leur véritable nature d'exploiteurs du peuple et d'ennemis de l'indépendance du pays.

Au Portugal, comme partout ailleurs, la lutte est à développer simultanément et résolument contre impérialisme américain et social-impérialisme russe, contre leurs agents fascistes et sociaux-fascistes. On ne peut, au nom de la lutte contre les premiers, se retrouver aux côtés des seconds qui demeurent bien l'ennemi principal.

Accord tripartite sur le Sahara occidental :

Complot contre le peuple sahraoui

Le roi Hassan II du Maroc a annoncé catégoriquement lundi soir à la télévision que «le Sahara a été rendu au Maroc et sans effusion de sang». Il n'a donné aucune précision supplémentaire sur l'accord tripartite signé jeudi dernier à Madrid entre le Maroc, l'Espagne et la Mauritanie.

Tout ce que l'on sait officiellement de cet accord jusqu'à présent est que les troupes espagnoles quitteront le Sahara occidental le 28 février prochain et qu'un referendum sera organisé par le Maroc et la Mauritanie.

En échange de sa «compréhension» l'Espagne aurait reçu, selon certaines informations, des assurances sur le contrôle des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla qui, au Nord du Maroc, font face à Gibraltar. Par ailleurs, sur le plan économique, l'Espagne conserverait au Sahara occidental 35 % des immenses gisements de phosphates de

Boucraa et des avantages dans le secteur de la pêche côtière.

L'accord tripartite signé après une démonstration de force et un chantage du Maroc, ignore le représentant légitime du peuple sahraoui qui a dirigé la lutte armée anticolonialiste, le Front POLISARIO.

D'autre part, l'agence «Algérie Presse Service» a indiqué que des combats opposent depuis plus de quinze jours les sahraouis à des troupes marocaines pour la souveraineté sur le Sahara occidental.

Il est certain que toute solution au problème du Sahara occidental excluant une des parties concernées, notamment le peuple sahraoui ne serait qu'une pseudo-solution pacifique. Les pays du tiers monde doivent s'unir et régler leurs différends par voie de négociations pour empêcher les superpuissances d'exploiter leurs divergences, mais cela ne saurait se faire sur le dos d'un peuple.

URSS :

AU MOINS 10 000 PRISONNIERS POLITIQUES

Le nombre des prisonniers politiques en URSS n'est pas inférieur à 10 000 estime un récent rapport d'«Amnesty international», organisation privée de défense des prisonniers politiques dans le monde.

Selon ce rapport de 154 pages, l'un des plus détaillés sur les violations des droits de l'homme dans un seul pays, les conditions de vie dans les prisons soviétiques «non seulement violent les normes internationales concernant le traitement des prisonniers, mais ne respectent pas non plus celles que la théorie et la législation internes établissent en matière de rééducation par le travail.» Le Code pénal soviétique comporte un grand nombre de délits purement politiques qui ouvrent le champ à l'arbitraire le plus complet. Les prisonniers ne reçoivent que le minimum vital en fait de nourriture, et souffrent de manière constante de la faim ; le travail «rééducatif» consiste en travaux de force effectués dans des conditions souvent malsaines et dangereuses. Enfin les prisonniers internés arbitrairement dans des hôpitaux psychiatriques y sont soumis à l'administration médicalement injustifiable de médicaments puissants affectant leur état physique et mental, dénonce le rapport.

USA :

L'AFFAIRE SCHLESINGER

Le «Washington Post» vient de publier une lettre de James Schlesinger, adressée en 1974 au Conseil de sécurité, dénonçant le non-respect par l'URSS de l'accord «Salt 1», que la Maison Blanche avait déclarée «détruite ou perdue».

L'ancien secrétaire à la Défense y exposait que Moscou violait l'accord sur la limitation des armes stratégiques conclu pour 1972 à 1977, de 4 manières différentes :

- 1) transformation de missiles anti-avions en missiles anti-missiles.
- 2) dissimulation de données télémétriques sur les performances de leurs missiles.
- 3) camouflage de certains sous-marins nucléaires en construction.
- 4) camouflage de navires d'attaque en construction.

Kissinger se voit violemment accusé par le Congrès pour avoir tenté de lui cacher ces informations qui ont de quoi faire réfléchir les tenants naïfs de la «détente» et qui avaient été tenues secrètes jusqu'à aujourd'hui.

GUYANA :

LES REVENDICATIONS DES PETITS PAYS

«Les petits pays sont en train de s'organiser sur le plan international pour maintenir leur indépendance politique et économique en se débarrassant de l'ingérence des deux blocs de pouvoir contrôlés par l'URSS et les USA» vient de déclarer un ministre guyanais. Il a précisé que «l'interdépendance» tant prêchée aujourd'hui par le premier monde était fondée sur le postulat d'un échange entre les matières premières des pays en voie de développement dont ont besoin les pays industrialisés, et leurs produits manufacturés dont ont besoin les pays pauvres. Mais, a-t-il ajouté, «cette théorie va en s'effondrant car il n'a jamais existé d'échange équitable.»

RAMBOUILLET :

UN SEMBLANT DE COHESION

Les chefs d'Etats des six pays impérialistes capitalistes d'Occident (Etats-Unis, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne et Italie) réunis samedi et dimanche dernier à Rambouillet sont tombés d'accord sur une déclaration commune concernant les grandes questions touchant à la crise économique et monétaire qui ronge les régimes de ces pays dont le nôtre.

Les orientations de ce document sont les suivantes :

— En ce qui concerne les monnaies occidentales, tentatives de stabilisation des cours de change sur les marchés par l'intervention des fonds des banques centrales de ces pays.

— Pour le commerce international qui s'est considérablement affaibli, tentative de stimulation en évitant les mesures protectionnistes.

— Pour le chômage ; un vœu pieux, éviter son développement.

— Pour les questions énergétiques, s'opposer à une nouvelle hausse des prix du pétrole.

— Pour la question des balances de paiements (rapport entre l'argent qui entre et celui qui sort d'un pays donné), un autre vœu pieux : le rééquilibrage.

En conclusion les «six» ont constaté également que la crise ne se limitait pas à eux seuls, mais qu'elle touchait aussi les pays d'Europe de l'Est et l'URSS.

De fait, il apparaît clairement que cette réunion au sommet d'une partie des pays riches d'Occident, a posé plus de questions — d'ailleurs connues depuis longtemps — qu'elle n'en a résolues. D'ailleurs on se demande bien comment les classes dominantes de ces pays pourraient bien régler une crise économique qui atteint le cœur même du système capitaliste et qui les dépasse entièrement.

Le commerce par exemple ne va pas fort entre les puissances capitalistes. Les six émettent la résolution de limiter la protection de leur propre marché intérieur. Mais l'encre de la déclaration était à peine sèche que l'on apprenait que les USA entendaient protéger leur marché de céréales, tout en voulant pénétrer en force sur celui de la CEE.

C'est bien la preuve, s'il en fallait, que les déclarations de ce genre ne peuvent en rien résoudre les contradictions entre les puissances impérialistes capitalistes ou entre celles-ci et une (ou deux) superpuissances.

Pour le chômage, effet de la crise et agissant sur elle, n'est-ce pas la même chose. Comment ces puissances pourraient avoir la prétention d'enrayer son développement, alors qu'elles sont

incapables de résoudre la crise. On se doute bien que cette déclaration a principalement pour but politique la tentative de rassurer la masse des travailleurs de ces pays, qui ne croit pas à leurs bavardages, mais croit de plus en plus à la seule efficacité de la lutte des classes.

En ce qui concerne les questions énergétiques, on se doute bien, que cette réunion des «six» avait pour but au moins pour certains participants d'essayer de mettre au point une position commune en vue de préparer la conférence Nord-Sud. Mais visiblement le résultat escompté n'a pas été obtenu. Le président français devait d'ailleurs déclarer à ce propos «qu'il ne pouvait pas y avoir de décision des «six» sur l'énergie et les matières premières en dehors de la participation effective des pays intéressés — pays fournisseurs et pays du tiers monde».

Après tout le tapage fait autour de cette réunion, on pourrait se demander quel en était le but exact :

De fait, la réunion de Rambouillet a tenté de présenter aux peuples des pays présents, ainsi qu'à tous les peuples du monde, un semblant de cohésion face à la crise, d'une part et face à la montée des luttes d'autre part.

Personne n'a été dupe.

VILLEJUIF :

La «lutte» du parti de Marchais contre les saisies :

Une opération publicitaire !

Depuis quelques jours, la section du Parti de Marchais de Villejuif a développé sur nos cités une activité inhabituelle sur des problèmes touchant de près les travailleurs : LES SAISIES.

Lorsqu'on n'arrive plus à payer son loyer, l'électricité ou autre, parce que le mari est au chômage, ou parce que la vie est tellement chère qu'on n'arrive plus à boucler les fins de mois, la solution du système capitaliste (fondée sur le droit et la justice capitalistes), c'est D'ENVOYER L'HUISSIER, c'est de FAIRE SAISIR les quelques meubles et autres objets indispensables que possèdent les travailleurs.

Les travailleurs, car ce sont toujours les travailleurs qui sont touchés, ont raison de ne pas se laisser faire, d'engager la lutte contre la légalité bourgeoise, contre la justice bourgeoise... de REFUSER LES SAISIES !

Or comment comprendre l'attitude du PCF ? Aurait-il retrouvé une position de classe juste ?

Voyons les faits :

— A aucun moment ils ne se sont souciés que les locataires engagent eux-mêmes et massivement la lutte contre les saisies. Leur action est apparue comme une action parachutée par le PCF, sans préparation réelle et qui restera certainement sans lendemain. Les affiches, tracts

n'ont eu pour but que de préparer leur action et non de MOBILISER les locataires pour une action de masse efficace !

— A aucun moment l'association des locataires (dont les principaux responsables sont des militants du PCF connus) n'a donné d'informations sur les saisies, n'a pris position, ni proposé quoi que ce soit aux locataires...

C'est le jour de l'action et le lendemain que leurs objectifs véritables sont apparus : présence de Marchais et Fitermann parmi le petit groupe qui se trouvait là ; article dans l'Humanité reproduit et diffusé largement dans la cité.

S'ils ne font pas le bilan ni ne donnent les résultats de l'action, par contre ils se vantent d'avoir fait 5 adhésions ! Cela montre bien que leurs préoccupations sont totalement étrangères à celles des travailleurs.

Les actions minoritaires auxquelles ils se livrent pour tenter de mettre derrière leur drapeau tous ceux qui veulent sincèrement lutter contre les injustices sociales dont sont victimes les travailleurs, ne correspondent ni aux nécessités du moment, ni à la volonté des travailleurs. C'est une nouvelle preuve que la classe ouvrière n'a aucun intérêt à ce qu'ils arrivent au pouvoir où ils appliqueraient une politique de gestionnaires du capitalisme

Justice est faite!

UN EPISODE ILLUSTRÉ DE LA RÉSISTANCE EN ITALIE



MILAN, 1943 : A LA "CAPRONI", FABRIQUE D'AVIONS, LES OUVRIERS SONT CONTRAINTS DE TRAVAILLER, POUR DES SALAIRES DE FAMINE, SOUS LA SURVEILLANCE DES MILICIENS FASCISTES. POUR REPRIMER LEUR LUTTES, ON ENVOIE LE CHEF CESARINI, UNE BÊTE FÉROCE.



CELUI-CI ORDONNE ARRESTATIONS ET DÉPORTATIONS. LA TERREUR RÉGNE...



LES OUVRIERS RIPOSTENT EN SABOTANT LA PRODUCTION ET EN AUGMENTANT L'AIDE AUX PARTISANS DE LA MONTAGNE

(A SUIVRE)



Télévision **Les enfants juifs sous l'occupation**

le fond du problème escamoté

Une semaine après la condamnation par l'O.N.U. du sionisme comme d'une forme de racisme, la deuxième chaîne de télévision consacrait mardi soir ses «Dossiers de l'écran» au sort des enfants juifs sous l'occupation.

Hasard des programmations ? Coïncidence ? Non bien sûr, et l'intervention des producteurs de l'émission n'était pas aussi pure que le sujet pouvait le laisser croire. Chacun sait que le déchaînement de la propagande antipalestinienne en France et dans les pays occidentaux se fait sur le thème : antisémitisme = antisionisme. Car les habiles manipulateurs de l'opinion publique savent que le souvenir de la barbarie nazie suscite l'indignation et la colère, une indignation

et une colère qu'ils espèrent exploiter.

Aussi le seul vrai débat ne pouvait-il précisément porter que sur

française et ce vrai débat n'eut donc pas lieu. Et c'est une discussion de salon qui eut lieu après la traditionnelle projection

de base », mais bien de connaître le camp de Drancy, étape vers Auschwitz.

«Le film était mauvais, pas de chance, ils ont fait avec ce qu'ils ont trouvé», diront certains. Mais là encore il ne faut pas croire au hasard. La preuve : deux kollabos participaient au débat, un inspecteur des renseignements généraux chargé des affaires juives et un secrétaire de Laval : tous les deux, bien entendu, étaient des «bons» kollabos, le secrétaire de Laval était même venu pour réhabiliter son maître. Bref, il ne manquait plus que le «bon» officier de la Wehrmacht s'efforçant de panser les plaies ouvertes par les S.S.

On comprendra donc aisément que même sur le point d'histoire choisi le ~~but~~ n'était pas d'aller au fond du problème mais bien de réhabiliter des traîtres et de plaider insidieusement pour le sionisme.

Des gens comme l'écrivain Gérard Israël, déchaîné quand il s'agit de Palestiniens qui combattent pour une Palestine laïque et démocratique, siégeaient côte à côte et conversaient sereinement avec des kollabos. C'est que ce monsieur était venu pour parler des juifs et du racisme anti juif, non des causes profondes de la barbarie fasciste qui ne massacra pas seulement massivement des juifs mais aussi des gitans, des russes parce qu'ils étaient citoyens de l'URSS ; il n'était pas là non plus pour parler de la barbarie fasciste des occupants japonais en Chine qui eux aussi commirent des massacres innombrables contre la population, n'épargnant ni les femmes ni les enfants ni les vieillards. Mais il est vrai qu'on aurait alors découvert que le racisme et le fascisme sont un instrument de l'impérialisme. Ce même impérialisme qui aujourd'hui soutient l'Etat sioniste d'Israël fondé sur la discrimination raciale.

SAVEZ-VOUS QUE

Le parti soi-disant communiste italien de Berlinguer a condamné la résolution de l'ONU contre le sionisme et que la CGIL (la confédération syndicale qu'il contrôle) a fait de même ?

Voilà un point sur lequel Georges Marchais qui vient de signer une grande déclaration historique pour exprimer l'unité de vue du PCF et du PCI est bien silencieux...

ce problème brûlant : «Les enfants palestiniens dans les camps de réfugiés et en Palestine occupée aujourd'hui sont les frères de ces enfants juifs d'hier.»

Evidemment un tel débat n'avait pas sa place à la télévision

d'un film.

Le film était mensonger ; c'est tout ce qu'on doit en dire. La véritable histoire des enfants juifs sous l'occupation et le régime de Vichy ce ne fut pas d'être sauvés par quelque «gentil antisémi-

«LA BÉCANE OU LE JOURNAL D'UNE OUVRIERE DU PAPIER» de Michel et Betty Raffaelli, salle Jean Vilar à Argenteuil le 8 novembre et à Bezons le 22 novembre.

LA BECANE, OU LA MACHINE ANTI OUVRIERE

Dans une municipalité aux mains des faux-communistes du PCF, comme Argenteuil, les troupes de théâtres rencontrent des obstacles quasi-insurmontables pour présenter des pièces au contenu populaire et révolutionnaire. Par contre il est très facile d'y monter des pièces qui chantent aux oreilles des élus de ces municipalités. Tel est le cas de la pièce de Michel et Betty Raffaelli présentée au théâtre Jean Vilar d'Argenteuil.

Le thème de la pièce ?

Les ouvriers luttent pour conserver leur emploi ; leur patron a décidé de liquider l'usine, il a plus à gagner en spéculant dans l'immobilier.

Devant cette menace les ouvriers occupent l'usine et obtiennent satisfaction. Que devient cette lutte sur scène ?

Sur la scène il n'y a place que pour la machine à fabriquer le papier : machine-orchestre «fascinante». Non seulement elle occupe toute la scène, mais elle est l'objet central des revendications : il faut avant tout sauver l'outil de travail, les licenciements deviennent secondaires. Ici le «capital le plus précieux», ce n'est pas l'homme mais la machine...

Que deviennent les ouvriers ?

Il y a le délégué syndical qui fait les analyses, qui dirige, qui dénonce ceux qui ne pensent pas comme lui. La masse des travailleurs

ne l'ouvre pas, dort même ; on nous les montre comme des lourdaux ou des femmes ignardes qui ne sont bonnes qu'à faire et à servir le café... Un ouvrier propose : «Si on arrêtait la machine de tourner, cela obligerait le patron à négocier plus vite», il est immédiatement accusé de faire le jeu du patronat parce qu'il oublie qu'on doit toujours soigner l'outil de travail !

Qu'est-ce qui fait peur au patron ?

Seraient-ce les masses ? La grève ? L'occupation ? La mobilisation des travailleurs ? Non, non, les patrons tremblent devant les pétitions et les délégations conduites par les «zélus» locaux !

Une scène révélatrice : l'occupation.

Est-ce qu'on nous montre l'enthousiasme des travailleurs, maîtres dans leur usine ? Voyons-nous se développer la solidarité avec les travailleurs en lutte ? Verrons-nous comment la démocratie ouvrière permet de larges discussions d'où sortent les axes de lutte et les slogans ? Non, non les travailleurs se bornent à peindre des banderoles déjà toutes rédigées, à faire le café et... à dormir !

Et pourtant ils gagnent !

Ne nous y trompons pas !

Cette victoire est uniquement

dûe à la conjoncture économique, et non à la mobilisation des travailleurs. C'est la victoire du papier-carton sur la matière plastique, devenue trop coûteuse avec la crise du pétrole !

Connaissant la fréquentation très faible de ces théâtres par la classe ouvrière — on comprend un peu pourquoi — l'affaire ne vaut pas beaucoup qu'on en parle. Mais elle devient plus intéressante lorsqu'on sait que la pièce sera diffusée par les Comités d'entreprises — pour les ouvriers —. Elle devient d'autant plus dangereuse, car cette pièce reflète l'idéologie que propage le PCF : mépris des masses, culte pour la technique et démobilitation. Ces trois attitudes sont justement celles qu'à toujours utilisée la bourgeoisie pour mieux assurer sa domination sur les travailleurs.

Correspondant Argenteuil

BULLETIN D'ABONNEMENT (Ecrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM

PRENOM

ADRESSE

	Pli ouvert		Pli fermé
1 mois	<input type="checkbox"/> 32 F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 180 F
6 mois	<input type="checkbox"/> 190 F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 360 F
Soutien	<input type="checkbox"/> 300 F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source

ANGOLA : Le message de Mao Tsé-toung et la position de l'OC

L'ambassadeur de Chine en Ouganda a remis hier un message de soutien du président Mao Tsé-toung au président ougandais Idi Amin. Dada pour l'action qu'il mène en tant que président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) dans la crise angolaise.

Dans ce message, le gouvernement chinois approuve la tentative du président ougandais de réunifier les trois mouvements de libération angolais et réaffirme son opposition aux ingérences des superpuissances et spécialement de l'Union soviétique dans la crise angolaise en particulier, et plus généralement en Afrique.

L'ambassadeur chinois a également remis au président ougandais un article du «Quo-

tidien du peuple», organe central du Parti communiste chinois, dénonçant l'ingérence de l'URSS dans les affaires intérieures de l'Angola et rejetant sa prétention à dicter à l'Ouganda la politique à suivre vis-à-vis de l'Angola, comme si l'Union soviétique était le maître à penser des nations africaines.

En même temps que la cause de l'unité angolaise reçoit ce précieux soutien, de nouvelles initiatives en sa faveur se font jour. Cautionnant une initiative conjointe de la Somalie et de la Tanzanie, les présidents du Gabon, du Zaïre et de l'Éthiopie ont demandé au maréchal Amin. Dada, président en exercice de l'OUA, de provoquer une réunion extraordinaire de cette organisation sur l'Angola. A ce jour, six pays, dont l'Algérie, ont déclaré soutenir une initiative de ce genre.

Armée : Comme en 40...

(Lettre d'un soldat)

Reflet de la crise profonde de la société capitaliste, la crise de l'armée continue de couvrir promettant inévitablement d'exploser un jour ou l'autre. C'est là aussi au sein de ce pilier principal de l'État bourgeois que se joue l'avenir de la révolution prolétarienne et de l'indépendance nationale. C'est pourquoi la ligne des marxistes-léninistes dans l'armée consiste à appeler les soldats appelés et engagés à s'organiser pour la satisfaction de leurs revendications immédiates et pour une véritable instruction militaire, contre la guerre civile antipopulaire et pour la défense nationale face aux préparatifs de guerre des deux superpuissances, notamment du social-impérialisme russe.

Je crois utile de vous livrer la révélation suivante, qui concerne un important régiment d'artillerie sol-air stationné dans l'Est, à quelques minutes de vol supersonique de la frontière allemande.

Une alerte «Mistral» est déclenchée, l'autre semaine, inopinément, pour toute la région militaire. Il est 16 h 45. Il s'agit de tester le dispositif d'évacuation et de mise en campagne du régiment, de mobilisation des réservistes rattachés à l'unité, de perception des armes et de répartition des missions opérationnelles.

Eh bien, à H + 6, soit 22 h 45, nous en sommes encore à prendre connaissance des missions, réunis batterie par batterie, au cours d'un interminable appel des noms, sous les hangars. Aucun paquetage n'est fait, les camions et les pièces de feu restent au garage, les radars ne sont pas branchés, les armes pas distribuées ; particulièrement dans les batteries de tir (!) ; un pourcentage élevé de gars n'est même pas prévenu. Certains, qui sont présents, ne reçoivent aucune mission. Pour ceux qui en ont, ça peut consister à «mettre à l'abri les ustensiles du mess» ! Des gradés éméchés, dans l'attente de figoler leur cuite lors de la ripaille offerte par le colon plus tard, commentent : «c'est la routine plus ou moins idiote... non n'aura jamais à faire réellement ça»... Dans son discours qui se veut une explication, le colonel fait motus sur l'importance d'un tel exercice. Il se borne à gémir sur les restrictions budgétaires qui l'ont, paraît-il, obligé à rendre cette année l'alerte «Mistral» «symbolique» (sic).

Serait-ce une raison pour la saboter de cette façon ? On peut bien nous faire fréquemment «tester» les missiles et leurs radars de guidage : ~~parce~~ un missile coûte trop cher (plusieurs dizaines de millions d'anciens francs), on n'en tire que 2 par an. Et bien peu d'appelés du régiment participent à la manœuvre ! Alors, les tests sans maniement réel, ça n'a qu'une bien faible valeur.

Ces tâches, seul le prolétariat révolutionnaire peut les prendre en main. Tout en combattant les trotskystes et les révisionnistes qui veulent saper l'esprit de résistance du peuple, il est nécessaire de voir que, comme ce fut le cas en 1870 et en 1940, la bourgeoisie est incapable de diriger la résistance du pays en cas d'agression. C'est ce que montre le témoignage que nous avons reçu d'un soldat. Après avoir insisté sur l'importance de la préparation idéologique qu'il est nécessaire d'effectuer, ce soldat parle ensuite de l'incapacité de la bourgeoisie à préparer une sérieuse défense nationale.

Et, au moins, l'an dernier, l'alerte «Mistral» s'était ~~vraiment~~ déroulée en simulation réelle : jusqu'au moindre tabouret (ce qui était d'ailleurs idiot), tout le régiment était évacué, mobilisé, prêt à agir, en quelques heures. Il y a donc là une importante régression dans la qualité de l'exercice.

Et quant à la chasse d'interception aérienne, c'est précisément notre régiment qui a pour fonction première de protéger les deux bases de «tirages» d'ailleurs situées à près de 100 kms chacune. Alors ?

Le défaitisme, l'indifférence, l'esprit capitulaire qui règnent ici, favorisés et professés par certains cadres d'active, et renforçant d'autant la grogne antimilitariste pas toujours conséquente au sein du contingent, atteignent des cimes incroyables. Tel capitaine déclare sans ambages : «Je suis un fonctionnaire comme un autre ; en tant que militaire, au fond, à quoi je sers ? » (...)

Et après avoir souligné le sale travail de démobilisation des trotskystes et du PCF, notre lecteur conclut :

L'esprit de Munich se porte bien. Aux patriotes que sont les communistes marxistes-léninistes de le démasquer et de le battre en brèche. C'est de plus en plus urgent.

Un appelé.

SUITE DE L'EDITORIAL

Quoiqu'il en soit, le Parti communiste français n'est plus depuis longtemps un parti révolutionnaire ni ouvrier : c'est un parti qui se place en défenseur du premier ordre du système capitaliste et qui collabore étroitement avec le social-impérialisme russe. La crise politique au sein de sa clique dirigeante ne reflète que des divergences de tactique et encore les deux tactiques sont-elles complémentaires comme le montre l'exemple du Portugal où le parti de Cunhal tout en organisant

Assises nationales de la prostitution LA RÉVOLTE DES PROSTITUÉES

Il y avait salle comble hier soir, salle de la Mutualité à Paris, cernée par d'impressionnantes forces de police, où quelques 1 500 prostituées tenaient leurs premières Assises nationales.

Dans un débat souvent confus, toujours passionné, les femmes prostituées égrénaient la longue liste de leurs misères et de leurs revendications, proclamaient bien haut leur volonté de lutte. En refusant les grandes phrases et les mots ronflants, elles mettaient à nu, pourtant, le mécanisme économique et politique du capitalisme qui les conduit à cette situation. «Pour gagner ma vie je ne peux le faire que comme ça. Avec le chômage, pas moyen de trouver du travail». «J'ai voulu m'en sortir : voilà mon bulletin de paie : 1 190 F pour le mois. J'ai deux jeunes enfants, un loyer de 700 F. Comment faire ? Je n'ai pas eu d'autres solutions que de retourner au trottoir». «Etre prostituée n'est pas si facile. Nos motivations pour faire ça ne sont pas toujours très heureuses... Il ne faut pas confondre le plaisir et l'obligation, la nécessité.»

Et les témoignages se succédaient, implacables, pour décrire les terribles conditions de vie qui sont les leurs : «Pour les chiens il y a la SPA. Pour nous, rien ! On nous considère pire que des bêtes !» L'hypocrisie de l'État bourgeois organise à la fois l'institution de la prostitution, la répression à grande échelle contre les femmes qui y sont acculées et un véritable racket financier à leur encontre. Plus le mépris systématique dans lequel les tiennent «les profiteurs de l'argent sur le dos des femmes».

Refusant au départ «de faire de la politique», les prostituées présentes applaudissaient pourtant à tout rompre une intervention qui mentionnait que «le plus vieux métier du monde, ce n'est pas la prostitution, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme». Et au cours du débat, elles s'affirmaient confusément solidaires de tous les opprimés, des travailleurs immigrés, des détenus... tout en réservant quelques huées vigoureuses à «L'Humanité» «qui n'a jamais consacré une seule ligne pour nous !»

Bien sûr, on ne peut d'aucune manière soutenir les tentatives «d'aménager» la prostitution. C'est l'existence même de la prostitution et le système capitaliste qui l'engendre que nous devons combattre pour libérer définitivement hommes et femmes de son asservissement.

Mais, en attendant ce jour, là où il y a oppression, il y a révolte. Les prostituées en connaissent long en matière d'oppression. Leur révolte ne fait que commencer.

des activités non révolutionnaires mais subversives clame à qui veut l'entendre qu'il n'entend arriver au pouvoir que par les élections.

D'un côté le PCF a besoin de développer une démagogie «révolutionnaire» pour tromper le peuple, de l'autre il a besoin de rassurer au maximum la bourgeoisie sur ses intentions. Analyser d'un point de vue marxiste-léniniste cette contradiction et la crise qui en résulte, c'est ce que se propose l'enquête que nous débutons dans le présent numéro.